

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

**Marché n° PA_2025-185
Travaux de remplacement du système de ventilation et
rafraichissement du bâtiment F de l'Institut national du
service public à Strasbourg**

MARCHE DE TRAVAUX

**Marché passé selon la procédure adaptée
Articles R. 2123-1 à R. 2123-7 du code de la commande publique**

SOMMAIRE

Article 1 -	Dispositions générales	4
1-1-	Forme, décomposition et montant du marché.....	4
1-2-	Durée du marché.....	4
1-3-	Prestations similaires	4
1-4-	Sous-Traitance	4
Article 2 -	Pièces contractuelles.....	5
Article 3 -	Lieux d'exécution des prestations	5
Article 4 -	Maîtrise d'œuvre	5
Article 5 -	Coordination de sécurité – Contrôle technique – Sécurité et protection de la santé des travailleurs 6	
Article 6 -	Certificat d'économie d'énergie	6
Article 7 -	Prix et règlement.....	6
7-1-	Forme du prix	6
7-2-	Contenu du prix	6
7-3-	Travaux non réalisés.....	7
7-4-	Variation des prix	7
7-4-1-	Périodicité et régime des paiements	7
7-4-2-	Présentation des demandes de paiement.....	8
7-4-3-	Délais de paiement	9
7-4-4-	Intérêts moratoires.....	9
Article 8 -	Clause de réexamen.....	9
Article 9 -	Modalités d'exécution des prestations.....	10
9-1-	Calendrier d'exécution	10
9-2-	Délais d'exécution.....	10
9-3-	Obligation de conseil.....	10
9-4-	Fixation des délais	10
Article 10 -	Exécution des travaux.....	11
10-1-	Livraison.....	11
10-2-	Equipements	11
10-3-	Locaux pour le personnel	11
10-4-	Accès et consigne	11
10-5-	Contrôle nominatif.....	11
10-6-	Secret professionnel – restriction de circulation – confidentialité.....	12
Article 11 -	Intempéries	12
11-1-	Force majeure	12
11-2-	Dispositions communes.....	13
Article 12 -	Contrôles de la bonne exécution du marché.....	13
12-1-	Pilotage des travaux.....	13
12-2-	Réunion d'avancement et de suivi.....	13
Article 13 -	Réception des travaux.....	13
Article 14 -	Pénalités.....	13
14-1-	Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux.....	14
14-2-	Pénalités pour absence aux rendez-vous de chantier.....	14
14-3-	Pénalités pour retard dans la remise de documents	14

14-4-	Pénalités pour retard dans la transmission des factures.....	14
14-5-	Réfactations.....	14
Article 15 -	Confidentialité et protection et traitement des données à caractère personnelle	15
Article 16 -	Litiges et différends	15
Article 17 -	Dérogations aux documents généraux	15

Article 1 - Dispositions générales

Le présent marché concerne les travaux de remplacement du système de ventilation et rafraîchissement du bâtiment F de l'Institut national du service public (INSP) à Strasbourg.

La description technique des travaux attendus est définie dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1-1- Forme, décomposition et montant du marché

Les prestations, objet du présent marché, sont exécutées forfaitairement en application des prix figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

Il s'exécute en 3 (trois) tranches :

- Tranche ferme – année 2026 : bâtiment O ;
- Première tranche optionnelle : année 2027 : bâtiment F ;
- Deuxième tranche optionnelle : année 2028 : bâtiment F ;

Ce marché comporte un seul lot.

1-2- Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée allant de sa date de notification à la date d'échéance de l'année de parfait achèvement des travaux.

Période prévisionnelle de début des travaux : **juillet 2026**

La période de préparation est fixée à **1 (un) mois** à compter de la notification du marché.

Les délais d'exécution maximum d'affermissement des tranches optionnelles :

- Le délai maximum d'affermissement de la première tranche optionnelle est de 6 (six) mois à compter de la délivrance de l'ordre de service de démarrage de la tranche ferme.
- Le délai maximum d'affermissement de la deuxième tranche optionnelle est de 12 (douze) mois à compter de la délivrance de l'ordre de service de démarrage de la première tranche optionnelle.

Le démarrage de chaque tranche fera l'objet d'une notification expresse dont le titulaire accusera réception.

Il ne sera pas fait application d'une indemnité d'attente, ni d'un rabais.

1-3- Prestations similaires

Conformément à l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer des marchés de prestations similaires.

La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial. Le montant cumulé de ces prestations similaires ne pourra dépasser 50 % du montant du marché.

1-4- Sous-Traitance

Conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et en complément des dispositions des articles R. 2193-1 à R. 2193-22 relatifs à la sous-traitance, les conditions de l'exercice de la sous-traitance

sont définies à l'article 3.6 du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux (CCAG – Travaux).

Le titulaire veillera présenter ses sous-traitants qui ne l'auraient pas été lors du dépôt de son offre ainsi que toutes les pièces et informations nécessaires à l'acceptation des sous-traitants en cours d'exécution de l'accord-cadre. La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé [DC4 \(Déclaration de sous-traitance\)](#). Devront y être indiquée les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire sauf lorsque le montant est inférieur à 600 EUR TTC.

Conformément aux dispositions des articles R. 2152-3, R. 2152-4, R. 2152-5 et R. 2193-9 du code de la commande publique, si le pouvoir adjudicateur considère que les prix des prestations qu'il est prévu de sous-traiter sont anormalement bas, il sera demandé au titulaire de justifier ces prix. Si aucune justification permettant d'expliquer les prix proposés n'est apportée, la sous-traitance ne pourra être agréée.

Article 2 - Pièces contractuelles

Le marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (AE) dont l'exemplaire original est conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur ;
- la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
 - Dans le dossier « annexes » :
 - 1 annexe « Nomenclature des éléments existants » ;
 - 1 annexe « Liste de points » ;
 - 12 annexes listées dans « Coupes de l'existant » ;
 - 13 annexes listées dans « Plans de l'existant » ;
 - 5 annexes listées dans « Schémas électriques existants » ;
 - Dans le dossier « plans » :
 - 7 annexes listées dans « Archi » ;
 - 11 annexes listées dans « CVC » ;
 - 7 annexes listées dans « Existant avec prestations annexes » ;
 - 1 annexe listée dans « Structure ».
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux (CCAG – Travaux) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- le cahier des clauses techniques générales des marchés publics de travaux de génie civil (CCTG – Travaux) approuvé par arrêté du 7 octobre 2021 et son fascicule 71 ;
- le cadre de réponse technique et environnemental (CRTE) et ses annexes éventuelles ;
- les ordres de services.

Article 3 - Lieux d'exécution des prestations

L'INSP sise 1 rue Sainte Marguerite - 67000 Strasbourg
Bâtiments classés en E.R.P. 2^{ème} de type R-L-X.

Les façades et les toitures de l'ancienne Commanderie St Jean à Strasbourg sont inscrites sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques

Les prestations sont effectuées en site occupé du lundi au vendredi de 08h00 à 18h00.

Article 4 - Maîtrise d'œuvre

La mission confiée au maître d'œuvre (MOE) est une mission normalisée de maîtrise d'œuvre avec projet, de type **base + EXE**.

Le maître d'œuvre est chargé de la maîtrise de chantier.

- Identification du maître d'œuvre :

SERUE Ingénierie

4 rue de Vienne - 67300 SCHILTIGHEIM

Co-traitant :

ECHO ARCHITECTURE

20 rue des Foulon – 67 200 STRASBOURG

Article 5 - Coordination de sécurité – Contrôle technique – Sécurité et protection de la santé des travailleurs

- Identification du chargé de mission de contrôle technique :

SOCOTEC

- Identification du chargé de mission d'ordonnancement – pilotage (OPC) : **assurée par le maître d'œuvre**

- Identification du chargé de mission de coordination SSI : **sans objet**

- Identification du chargé de mission de CSPS :

Bureau Veritas Construction

Article 6 - Certificat d'économie d'énergie

Les travaux peuvent donner lieu à la délivrance de certificats d'économie d'énergie (CEE), dans le cadre du **décret n° 2015-1823 du 30 décembre 2015 relatif à la codification de la partie réglementaire du code de l'énergie** relatif aux certificats d'économie d'énergie. Afin de pouvoir solliciter le CEE, les soumissionnaires se renseigneront pour l'obtention de la certification RGE au lien suivant : <https://www.ecologie.gouv.fr/operations-standardisees-deconomies-denergie>

Article 7 - Prix et règlement

7-1- Forme du prix

Le marché est traité à prix forfaitaire au vu de la DPGF annexée à l'AE.

7-2- Contenu du prix

Les prix sont réputés comprendre :

- toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations ; en particulier, sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts ;
- les taxes et écotaxes ;
- les frais afférents à l'assurance ;
- les frais de déplacement (hôtellerie, restauration, transports) ;

- la réunion de lancement, les réunions de travail et de validation entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire et le cas échéant le maître d'œuvre ;
- gestion et évacuation des déchets ;
- ainsi que toutes les sujétions liées à la mise en œuvre des prestations du marché.

7-3- Travaux non réalisés

Les travaux non réalisés seront déduits du marché de base en application des prix et quantités définis à la décomposition globale et forfaitaire (devis estimatif) et incorporés ou non dans les éventuels avenants selon le cas. En aucun cas, ils ne peuvent être générateurs d'indemnités.

7-4- Variation des prix

Le prix forfaitaire de la tranche ferme **est actualisable** si un délai supérieur à 6 (six) mois s'écoule entre le mois Mo (date de remise des offres) et la date de début d'exécution fixée par ordre de service.

Le prix forfaitaire de chacune des tranches optionnelles **est actualisable** à la date de début d'exécution des travaux fixé par ordre de service.

L'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date d'exécution des prestations.

Elle est effectuée par rapport à l'évolution de l'indice **BT 40 (Chauffage central)** publié au Bulletin officiel du ministère de l'équipement et au Moniteur des travaux publics.

Le coefficient d'actualisation est donné par la formule suivante :

$$P = P_o \times [BT(n-3)/BT_o]$$

P = prix actualisé (€ HT)

P_o = prix initial (€ HT)

BT(n-3) est la valeur de l'indice BT 40 connu à la date de début des travaux de chacune des tranches ;
BT_o est la valeur de l'indice BT 40 connu à la date de remise des offres.

Les coefficients d'actualisation seront arrondis au millième supérieur.

L'actualisation des prix est appliquée sur la base des prix hors taxes du marché auxquels s'applique la TVA au taux en vigueur à la date d'actualisation des prix.

Le prix ainsi actualisé est **ferme** pendant la durée d'exécution des travaux de la tranche concernée. Il constitue le prix de règlement.

Le titulaire du marché s'engage à notifier au service facturier (SFACT), dont les coordonnées sont indiquées ci-après, son nouveau tarif au plus tard à l'occasion de la première facture émise. La formule de calcul et les indices utilisés sont explicitement indiqués sur ladite facture ou sur tout autre état liquidatif.

A réception des nouveaux tarifs dans le délai indiqué ci-dessus, le pouvoir adjudicateur dispose alors d'un mois pour accepter l'actualisation. Passé ce délai, les prix sont réputés acceptés.

Dans l'hypothèse où le pouvoir adjudicateur n'accepterait pas les nouveaux prix, il se réserve le droit, par simple lettre recommandée avec accusé de réception, de résilier le marché sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

7-4-1- Périodicité et régime des paiements

Les prestations forfaitaires sont réglées au fur et à mesure de leur réalisation, **mensuellement à**

terme échu sur la base d'un relevé détaillé visé par le MOE et après attestation du service fait.

Mode de règlement : virement administratif.

7-4-1-1 Avance

L'option A de l'article 10.1 du CCAG – Travaux s'applique.

7-4-1-2 Acomptes

Les dispositions prévues aux articles R. 2191-20, R. 2191-21 et R. 2191-22 du code de la commande publique s'appliquent. Un acompte sera versé au titulaire sur service fait et après visa du MOE, de chacun des travaux réalisés. Les acomptes sont versés une fois par mois maximum.

7-4-1-3 Retenue des garanties

Les dispositions des articles R. 2191-32 à R. 2191-42 s'appliquent. Le montant de la retenue de garantie est de 5 % (cinq pour cent) du montant forfaitaire TTC de chaque tranche du marché. Le montant de la retenue de garantie est de 3% si le marché est conclu avec une petite ou une moyenne entreprise

7-4-2- Présentation des demandes de paiement

Le titulaire transmet sa facture sous forme électronique, conformément à l'article L. 2192-1 du code de la commande publique, et y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

En application de l'article D. 2192-2 du même code, les factures comportent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- le n° du marché ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- l'adresse de facturation si elle est différente de celle de livraison ;
- le code d'identification du service en charge du paiement ;
- la date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- l'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
- l'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture.

Les factures électroniques comportent les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.

La transmission des factures s'effectuera par internet via le portail Chorus Pro accessible à l'URL suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

Il existe également un lien pour guider le titulaire dans ses démarches sur [chorus.pro.gouv.fr](https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/creer-un-compte-utilisateur-et-sauthentifier/) :
<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/creer-un-compte-utilisateur-et-sauthentifier/>

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant le pouvoir adjudicateur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation.

7-4-3- Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R. 2192-10 du code de la commande publique.

7-4-4- Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions R. 2192-10 du code de la commande publique fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires (IM) au bénéfice du titulaire.

Conformément à l'article R. 2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Par ailleurs, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 EUR (quarante euros) se rajoute aux IM.

Article 8 - Clause de réexamen

Conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, en cours d'exécution du présent accord-cadre, des modifications et/ou des ajouts de prestation(s) peuvent intervenir, à l'initiative du Pouvoir adjudicateur.

Ces modifications et/ou ajouts, ne remettent pas en cause la nature globale du présent accord-cadre sous réserve que l'économie du marché ne soit pas modifiée. Un avenant sera alors établi.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de modifier, en cours d'exécution du marché et avec l'accord du titulaire les caractéristiques techniques et, le cas échéant, les conditions financières des prestations concernées :

- lorsque la présence de matériaux ou de produits contenant de l'amiante est constatée lors de la réalisation de certains travaux, alors même que celle-ci n'avait pas pu être identifiée malgré la réalisation des contrôles obligatoires et réglementaires ;
- lorsque le titulaire estime que les quantités figurant à la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) sont insuffisantes au regard des prestations réellement nécessaires à la bonne exécution du marché, et sur présentation de justificatifs, après transmission par la MOE d'une fiche de travaux modificatifs au MOA pour validation des quantités complémentaires.

Ces modifications peuvent entraîner des changements à la DPGF du marché dans le respect de l'article L. 3 du Code de la commande publique. Le montant total des ajustements susceptibles d'affecter la DPGF, dans le cadre de la présente clause de réexamen, est limité à un plafond de 100 000 € HT par déclenchement, pour l'ensemble des caractéristiques mentionnées ci-dessus.

Les modifications sont enclenchées après discussion avec le titulaire, dans la limite de trois fois sur

la durée totale du marché.

Article 9 - Modalités d'exécution des prestations

9-1- Calendrier d'exécution

Le calendrier est élaboré par le maître d'œuvre après consultation du titulaire. Il est soumis par le maître d'œuvre à l'approbation du pouvoir adjudicateur 10 (dix) jours au moins avant l'expiration de la période de préparation.

Au cours du chantier le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution. Cette modification est notifiée au titulaire par ordre de service.

9-2- Délais d'exécution

Le titulaire s'engage à respecter les délais indiqués dans le CCAP, dans le CCTP et ses annexes, dans le CCAG – Travaux et, s'ils sont plus courts, dans son offre.

En cas d'arrêt de travail de son personnel, le titulaire est tenu d'exécuter les prestations du marché, indispensables à la continuité du service.

En cas de dépassement des délais, le titulaire encourt des pénalités de retard, conformément à l'article 14 du présent CCAP.

Les délais susmentionnés peuvent être neutralisés au titre des congés annuels sur une ou des périodes dont la durée totale ne pourra excéder 30 jours calendaires. La période (ou l'intégralité des périodes) de neutralisation, qui ne peut porter que sur les mois de juillet et août et la dernière semaine de chaque année civile d'exécution du présent marché, sera communiquée au pouvoir adjudicateur à la notification du marché public et, en cas de changement, à chaque début d'année civile.

9-3- Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de non-conformité, de dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations.

Le titulaire a notamment obligation d'informer et/ou solliciter le maître d'œuvre ou le pouvoir adjudicateur :

- dès qu'il a connaissance de divergence entre le dossier études et les repérages faits sur site ;
- pour tous renseignements qualitatifs ou quantitatifs présentant un écart avec le dossier d'études ;
- sur toutes demandes non conformes aux normes ou aux dossiers d'études.

Par ailleurs, le titulaire est invité à conseiller le pouvoir adjudicateur pour le recours à des matériaux ou à des pratiques de chantier plus vertueuses sur le plan environnemental que les exigences inscrites au présent marché. Il est entendu que ces recommandations ne doivent pas bouleverser l'équilibre économique du marché.

Le titulaire est ainsi tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

9-4- Fixation des délais

Les dispositions de l'article 18 du CCAG – Travaux s'appliquent. Le délai d'exécution des travaux finit à l'achèvement de tous les travaux prévus incombant au prestataire y compris le repliement des

installations de chantier, le nettoyage et la remise en état des lieux.

Sauf notification tardive de l'ordre de service ou prolongation du délai d'exécution, le non-respect du délai d'exécution entraîne une pénalité conformément à l'article 14 du CCAP.

Article 10 - Exécution des travaux

10-1- Livraison

La livraison des approvisionnements du chantier doit être organisée de manière à ne pas occasionner la livraison par camion, l'aire de livraison étant réduite.

La livraison se fera « à la journée », par véhicule léger ou équivalent, avec accord préalable du Maître d'Ouvrage (MOA).

10-2- Equipements

Les alimentations en électricité et eau strictement nécessaires aux besoins du chantier seront fournies gracieusement par le Maître d'Ouvrage. Chaque entrepreneur assure ses propres manutentions et levages avec les sujétions qui y sont liées. Les moyens envisagés sont soumis à l'accord du maître d'œuvre préalablement à toute intervention. Les modalités seront définies lors de la réunion de lancement du marché.

10-3- Locaux pour le personnel

Un accès à la cafétéria et aux sanitaires (désignés en R0) de l'établissement sera réservé aux personnels, sous réserve du respect des règles d'hygiène et de propreté.

10-4- Accès et consigne

Au cours de son intervention dans les locaux du maître d'ouvrage, le personnel du titulaire est assujéti aux règles d'accès et de sécurité établies par le maître d'ouvrage. Si nécessaire, le titulaire fournit les données relatives aux intervenants sur site pour qu'ils soient habilités à intervenir sur site. Seuls les véhicules strictement nécessaires au chantier seront autorisés (pas de véhicule personnel) et limités en nombre ; 2 camionnettes logotées maximum. Par ailleurs, la charge d'accès est limitée à 12 tonnes en raison de la salle de sport en sous œuvre. Le titulaire se rapprochera des MOE & MOA pour tout accès dépassant ce tonnage.

Le MOA, par l'intermédiaire de la loge, remet chaque jour au titulaire les clés nécessaires à l'accès aux locaux. Celles-ci devront être restituées chaque soir lors du départ.

En cas de perte ou de vol d'une clé nécessitant, pour des motifs de sécurité, le remplacement d'un ensemble de fermetures, le MOA peut demander au titulaire le remboursement des frais occasionnés par le changement du système de fermeture.

10-5- Contrôle nominatif

Une liste nominative des personnels participant au chantier est établie et fournie par le titulaire. Cette liste doit comporter pour chaque personnel les références de la carte d'identité ou celles de la carte de séjour pour les étrangers. Pour ces derniers, comme l'autorise l'article L. 1221-15 du code du travail, le maître d'œuvre exige à l'appui de la liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, doit être exclu du chantier.

Tous les personnels du titulaire devront être munis d'un laissez-passer comportant une photographie et les renseignements sur la carte d'identité ou le titre de travail pour les ouvriers étrangers. Les laissez-passer sont à restituer dès la fin des travaux.

Le titulaire doit certifier que tous les personnels qu'il emploie sur le chantier sont en règle vis-à-vis

des dispositions légales et réglementaires relatives aux conditions d'emploi de la main-d'œuvre. Le titulaire doit s'engager à tenir à jour cette liste nominative.

Par ailleurs, le titulaire doit être en mesure de fournir au Pouvoir adjudicateur la liste des véhicules privés appelés à stationner dans l'enceinte du site de l'INSP

10-6- Secret professionnel – restriction de circulation – confidentialité

Le maître d'ouvrage peut se réserver le droit de refuser à un ou plusieurs agents du titulaire l'accès de certains locaux.

Le titulaire s'engage à ne pas communiquer, en France et à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, les renseignements qu'il a pu recueillir pendant l'exécution de la prestation.

D'une façon générale, les agents du titulaire sont tenus à la plus entière discrétion pour tout ce qui touche à l'INSP sont réalisés, tant vis-à-vis du personnel de cette dernière que vis-à-vis de tout tiers quelconque et cela même après la cessation du contrat.

Article 11 - Intempéries

Le délai d'exécution des travaux pourra être prolongé, sur demande écrite du titulaire, lorsque des intempéries empêchent l'exécution des tâches situées sur le chemin critique du déroulement des travaux, sans qu'aucune tâche ne puisse leur être substituée.

Sont considérées comme intempéries les journées où les phénomènes naturels dépassent les seuils suivants, constatés par la station météorologique d'Entzheim :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée ou période de mesure
Vent	100 km/h	Journée
Température	≤ 2°C	Journée
Pluie	≥ 5 mm/heure	4 heures

Le titulaire devra informer le maître d'œuvre par écrit dans les 48 heures suivant la survenance d'une journée d'intempérie. Le maître d'œuvre constatera contradictoirement les journées d'intempéries lors des réunions de chantier.

La prolongation du délai d'exécution sera accordée par ordre de service, pour une durée égale au nombre de journées ouvrées d'intempéries reconnues, sous réserve que ces journées aient effectivement entravé l'exécution des travaux.

Les jours non travaillés (samedi, dimanche, jours fériés) suivant la date d'expiration initiale du marché seront ajoutés au délai prolongé.

11-1- Force majeure

Sont considérés comme cas de force majeure, au sens du présent marché, tout fait ou circonstance irrésistible, imprévisible, extérieur et indépendant de la volonté des parties, rendant impossible l'exécution des obligations contractuelles.

La partie invoquant un cas de force majeure doit informer l'autre partie par écrit dans un délai de 48 heures à compter de la survenance de l'événement, en justifiant son caractère imprévisible et irrésistible, ainsi que la durée prévisible de l'empêchement.

En cas d'empêchement temporaire, l'exécution des obligations concernées est suspendue pendant la durée de l'événement, sauf si le titulaire s'engage à poursuivre la prestation malgré la force majeure.

Si l'empêchement est définitif ou excède une durée de trois (3) mois, le marché pourra être résilié de plein droit sans indemnité, sauf pour les obligations qui, par leur nature, survivent à la résiliation (confidentialité, propriété intellectuelle, etc.).

Les arrêts de travail, grèves ou comportements du personnel du titulaire ou de ses sous-traitants ne sont pas considérés comme force majeure.

11-2- Dispositions communes

Le titulaire s'engage à prendre toutes mesures raisonnables pour limiter les conséquences des intempéries ou de la force majeure et à reprendre l'exécution des prestations dès que possible. Les retards résultant de ces événements ne seront pas pris en compte pour l'application des pénalités de retard.

Article 12 - Contrôles de la bonne exécution du marché

12-1- Pilotage des travaux

A compter de la notification du marché, le maître d'œuvre organise une réunion (R0) de lancement du marché.

12-2- Réunion d'avancement et de suivi

Une fois par semaine, des réunions d'avancement assureront un suivi au plus près de l'état des travaux réalisés.

Les points abordés sont les suivants :

- respect des obligations ;
- difficultés rencontrées ;
- suivi des facturations ;
- suivi des pénalités, etc.

Cette liste est non exhaustive.

Le représentant du titulaire disposera d'une capacité décisionnelle lui permettant d'engager des travaux pour le compte de la société et de les intégrer au planning ainsi qu'au plan de charge de la structure. Il devra être un intervenant expérimenté et pleinement habilité au sein de l'entreprise.

A l'issue de chaque réunion, une fiche de liaison technique est complétée. Les comptes rendus sont rédigés par le Maître d'Œuvre.

Article 13 - Réception des travaux

Les dispositions du chapitre V du CCAG – Travaux.

Les travaux feront l'objet d'une réception séparée pour chaque tranche, soit la tranche ferme et les deux tranches optionnelles, à l'issue de la réalisation des travaux correspondants.

Article 14 - Pénalités

Par dérogation aux dispositions prévues à l'article 19 du CCAG – Travaux, les pénalités ci-après s'appliquent quel que soit leur montant.

Dans le calcul des pénalités, toute heure ou toute journée commencée est considérée comme entière et le délai expire à la fin du dernier jour de la date prévue.

Les pénalités ne s'appliquent ni en cas de force majeure, ni en cas de prolongation du délai d'exécution accordée par le pouvoir adjudicateur.

L'application des pénalités ne nécessite aucune mise en demeure de la part du pouvoir adjudicateur. Celui-ci peut, par une décision motivée et au regard des éventuelles justifications présentées par le titulaire, renoncer à l'application de pénalités.

Les pénalités sont cumulables, dans la limite, sauf exception indiquée ci-après, de 50 % du montant HT du marché et ne sont pas assujetties à la TVA.

Les pénalités sont exigibles dès la constatation du manquement du titulaire à ses obligations contractuelles.

Si, sur la durée totale du marché, des pénalités ont été appliquées au moins trois fois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

14-1- Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux

Les dispositions suivantes sont appliquées, en cas de retard dans l'exécution des travaux, comparativement au calendrier détaillé d'exécution élaboré et éventuellement modifié comme il a été indiqué à l'article 9-1 du présent CCAP.

Il est fait application d'une pénalité correspondant à **500 EUR (cinq cents euros)** par jour calendaire de retard par rapport au calendrier d'exécution de chaque tranche sur lequel s'est engagé le titulaire, déduction faite des jours d'intempéries prévisionnels fixés à 5 (cinq) jours pour la tranche ferme et chacune des tranches optionnelles.

Les pénalités sont calculées sur le montant TTC des travaux et ne sont pas assujetties à la TVA.

14-2- Pénalités pour absence aux rendez-vous de chantier

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre qui en informe le pouvoir adjudicateur et le titulaire dans un délai minimum de 3 (trois) jours calendaires avant la tenue du rendez-vous.

En cas d'absence à la réunion de chantier à laquelle il est convoqué, l'entrepreneur encourt une pénalité forfaitaire de **200 EUR (deux cents euros)** par absence.

L'entrepreneur encourt une pénalité journalière fixée forfaitairement à **200 EUR (deux cents euros)** en cas de retard sur les opérations de repliement et/ou remise en état des lieux.

14-3- Pénalités pour retard dans la remise de documents

En cas de retard dans la production des documents à fournir, il sera appliqué à l'entreprise sur ses créances des pénalités dont le montant est fixé forfaitairement à **100 EUR (cent euros)** par jour ouvré de retard. Les délais seront transmis par le maître d'œuvre au titulaire par tout moyen permettant d'en attester la bonne réception.

14-4- Pénalités pour retard dans la transmission des factures

Les prestations forfaitaires étant réglées au fur et à mesure de leur réalisation, mensuellement à terme échu, sur la base d'un relevé détaillé visé par le maître d'œuvre et après attestation du service fait, le titulaire est tenu de transmettre ses factures dans les délais requis.

Tout retard injustifié dans la transmission des factures, faisant obstacle à la vérification du service fait et au paiement des prestations réalisées, entraîne l'application d'une pénalité forfaitaire de 300 € (trois cents euros) par jour calendaire de retard.

14-5- Réfections

Le titulaire s'engage sur la qualité de l'exécution des prestations du marché.

En cas de qualité défailante dans l'exécution des prestations et hormis le rejet des prestations, le prestataire s'expose à des réfections dont le montant lui est notifié par le pouvoir adjudicateur avant déduction opérée sur la facture.

Article 15 - Confidentialité et protection et traitement des données à caractère personnelle

Pour tout traitement de données personnelles effectué en relation avec ce marché, les parties se conformeront au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) – « RGPD ».

Chaque partie déclare et garantit à l'autre partie qu'elle se conformera strictement au RGPD pour tout traitement de données personnelles effectué en rapport avec ce contrat.

Le titulaire s'engage à ne traiter les données à caractère personnel que sur instructions du pouvoir adjudicateur et à informer celui-ci, le cas échéant, des traitements effectués par un sous-traitant.

Les parties s'engagent à informer les personnes concernées, au moment de la collecte, de leurs droits (droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données) et à leur transmettre l'adresse du délégué à la protection des données du pouvoir adjudicateur. Celui-ci est chargé de centraliser leurs demandes d'exercice de leurs droits et d'y donner suite, avec l'aide du fournisseur si nécessaire.

L'adresse courriel du délégué à la protection des données du pouvoir adjudicateur est : dpo@insp.gouv.fr.

L'adresse courriel du délégué à la protection des données du titulaire figure dans le CRT.

Les parties s'engagent à se signaler mutuellement toute violation des données et à y remédier. Le délégué à la protection des données du pouvoir adjudicateur se charge de notifier les violations de données à la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

Les données à caractère personnel sous-traitées dans le cadre du présent marché sont définies ci-dessous. A ce titre, les données feront l'objet de traitements puis seront détruites à la fin du présent marché.

Données à caractère personnel sous-traitées :

- Données à caractère personnel traitées : noms, prénoms, coordonnées (numéros de téléphone, courriels) ;
- Catégories de personnes concernées : personnel des autres acteurs (maître d'œuvre, coordonnateur de sécurité et de protection de la santé et contrôleur technique) ;
- Finalité(s) du traitement : gestion du chantier et coordination avec les autres acteurs ;
- Natures du traitement : transmission, utilisation conservation et destruction.

Le titulaire s'engage à prendre des mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données et à préciser celles-ci au pouvoir adjudicateur.

Par dérogation aux dispositions de l'article 5.2.3 du CCAG – Travaux, aucune pénalité n'est prévue.

Article 16 - Litiges et différends

L'organe chargé des procédures de médiation est le Comité consultatif inter-régional de règlements amiables des litiges relatifs aux marchés publics de la Préfecture de Meurthe-Et-Moselle.

En cas de litige, le tribunal compétent est le Tribunal administratif de Strasbourg.

Article 17 - Dérogations aux documents généraux

Articles du présent CCAP portant dérogation	Articles du CCAG – Travaux auxquels il est dérogé
---	---

Article 14	Article 19
Article 15	Article 5.2.3